



17 JUIN : JOURNÉE MONDIALE DE LUTTE CONTRE LA DESERTIFICATION ET LA SECHERESSE



Centre
d'Actions et de
Réalizations
Internationales

www.cariassociation.org



**La dernière frontière est sous nos pieds : les terres.
Il faut à la fois éviter leur dégradation et les restaurer.
C'est la seule voie pour lutter contre la désertification.**



Patrice Burger, Directeur du CARI

Le 17 juin, Journée mondiale de la lutte contre la désertification, est l'occasion de dire et d'affirmer que la dégradation des terres est un défi clé dans les enjeux mondiaux actuels. Du changement climatique aux migrations internationales, en passant par la sécurité alimentaire et la sécurité tout court, la restauration des terres a un rôle à prendre. Quelles sont les dernières avancées?

Par leur ampleur géographique avoisinant les 40 % de la surface émergée du globe et par le nombre de populations qui vivent dans les zones arides souvent dégradées (près de 2 milliards de personnes), les terres sèches sont à la fois un enjeu et une opportunité qui jusqu'à peu, ont été ignorés.

C'est ce qu'ont questionné les milliers de participants présents ou à distance du forum international multi-acteurs, Désertif'actions 2015 de Montpellier en juin 2015, qui ont aussi réaffirmé que la terre et les sols étaient aux fondements des problèmes comme des solutions du temps présent. Cette revendication est allée crescendo tout au long des mois qui ont suivi avec des avancées cruciales.

En septembre 2015 à New York, l'adoption par les états membres de l'ONU des 17 objectifs de développement durable pour mettre fin à la pauvreté, lutter contre les inégalités et l'injustice, et faire face au changement climatique d'ici à 2030.

L'objectif 15 stipule la nécessité de « restaurer les terres et sols dégradés » et fixe une cible 15.3 d'un « monde neutre en matière de dégradation des terres » .

En octobre 2015 à Ankara, la 12^{ème} Conférence des parties à la Convention des Nations-Unies de lutte contre la désertification reconnaît la « neutralité en matière de dégradation des terres » comme un principe directeur de la convention et lance un vaste programme de clarification scientifique et de fixation des cibles nationales actuellement engagé par 85 pays.

En décembre 2015, la 21^{ème} Conférence des Parties sur le changement climatique adopte l'accord de Paris. Celui-ci valide les contributions volontaires nationales de plus de 187 pays qui font une large part aux terres dont la capacité de stockage de carbone est désormais plébiscité comme un recours additionnel aux autres mesures pour réduire le réchauffement.

Nombreuses sont les voix qui s'élèvent pour un changement de paradigme de l'agriculture en faveur de pratiques résilientes qui refroidissent la température comme **l'agroécologie ou l'agroforesterie**. L'initiative 4 pour 1000 portée par la France dans le cadre du plan d'actions Lima/Paris et qui vise des objectifs de

stockage du carbone en même temps que d'augmentation de la production et ses apports à la sécurité alimentaire

**La terre et les sols sont aux fondements
des problèmes comme des solutions du
temps présent**

est un autre témoin de ces changements.

Cependant, au-delà des déclarations d'intention, **les Etats restent seuls responsables de la mise en application et les engagements se font attendre.** C'est pourquoi les organisations de la société civile, à tous les niveaux de la décision à la mise en œuvre, doivent peser en s'appuyant sur leur expertise de terrain et leur légitimité. Les dynamiques de réseaux organisés aident celles-ci à dépasser leur action individuelle et mieux servir l'intérêt général que les états peinent à protéger.

C'est le cas par exemple du RADD0 (Réseau Associatif de Développement Durable des Oasis) coordonné par l'ONG CARI et qui

regroupe des associations internationales actives dans la préservation et la sauvegarde des agrosystèmes oasiens au Maghreb. Au-delà d'être de simples lanceurs d'alerte, ces acteurs se sont engagés dans la mobilisation des populations et la préservation des ressources en eau via la restauration de systèmes traditionnels de captage des eaux souterraines (khattara/foggara). Mais aussi la préservation des sols et la création de revenus agricole via la diffusion de pratiques agroécologiques.

Du local au mondial, réduire la dégradation des terres c'est augmenter la capacité d'adaptation des populations et leur résilience face au changement climatique.

**Du local au mondial, réduire la dégradation des terres
c'est augmenter la capacité d'adaptation des populations
et leur résilience face au changement climatique.**



Le CARI est une association de solidarité internationale qui intervient depuis 1998 auprès des populations rurales du pourtour saharien. Ses actions sont principalement orientées vers la lutte contre la désertification et la dégradation des terres. www.cariassociation.org

Contact : Géraldine Allemand, Chargée de communication
contact@cariassociation.org | +33(0)4 67 55 61 18

